



Réseau alternatif haïtien d'information

Haïti-Industrie : Quel bilan du Pic (Caracol), un an après ?

Extrait d'un rapport de Gender Action

Soumis à AlterPresse le 14 novembre 2013

Le Pic n'a pas respecté plusieurs de ses promesses initiales, indique un rapport de Gender Action...

Cas de harcèlement verbal, absence d'autonomie des ouvrières, salaires bas, emplois instables, difficultés de remboursement des ouvriers qui achètent à crédit des plats chauds...

Le mardi 22 octobre 2013 a marqué le premier anniversaire de la mise en activité du Parc industriel de Caracol (Pic / Nord-Est d'Haïti).

Cet évènement - concernant la pierre angulaire du "plus grand ensemble d'investissements jusqu'à nos jours" en Haïti, selon l'agence américaine pour le développement international (Usaid) -, est passé presque inaperçu du côté du gouvernement haïtien et des bailleurs de fonds du Pic (la Banque interaméricaine de développement / Bid, le gouvernement américain et les compagnies résidant dans le parc).

Ce silence officiel surprend, vu la somme considérable (424 millions de dollars américains) [1] consacrée à la construction et à l'entretien du parc, et vu la défense véhémement du Pic menée par le gouvernement haïtien et par les bailleurs de fonds sur la foi que le parc allait créer 65,000 emplois d'ici l'année 2020.

C'est le moment d'évaluer le bilan de ce projet controversé.

Que devrait-on dire de la première année du Pic comme "projet de développement" ?

Dans son nouveau rapport (<http://genderaction.org/publication...>), fondé sur des recherches conduites sur le terrain, l'organisation non gouvernementale Gender Action a analysé la première année d'activité du parc et évalué ses impacts sociaux et ses impacts sur le genre.

Le rapport a établi que le Pic n'a pas respecté plusieurs de ses promesses initiales.

La vie quotidienne de la majorité des habitants de la zone et celle des ouvriers, en grande partie des femmes, avec qui Gender Action s'est entretenue, n'a changé, ni pour le pire ni pour le meilleur, depuis l'inauguration du parc.

Certaines zones ont été électrifiées et certaines routes asphaltées, mais les habitants des alentours du Pic n'ont toujours pas de réponse à leur demande d'information, cherchant à savoir pourquoi des routes clés, y compris celle conduisant au village Caracol, ne sont toujours pas asphaltées.

Le Pic offre une nouvelle opportunité économique pour les vendeuses de nourriture dans le parc, mais elles-mêmes constatent qu'elles perdent de l'argent en vendant leurs plats à crédit, en majorité aux ouvriers du Pic, qui perçoivent un très bas salaire.

Un quartier de maisonnettes, peintes de couleurs vives, a été construit par l'Usaid. Mais il reste inhabité depuis des mois, la date d'occupation ayant été repoussée à plusieurs reprises.

Même les salariés du Pic, qui jouissent d'emplois quasi stables, auraient du mal à payer le loyer mensuel prévu pour les trois quarts des maisons, soit 4,000.00 gourdes, selon l'Usaid (<http://www.gao.gov/assets/660/655278.pdf>).

En juillet 2013, les compagnies résidant au Pic y employaient environ 2,000 travailleurs, dont beaucoup arrivent à peine à joindre les deux bouts.

Les ouvriers et ouvrières de S&H Global, la seule entreprise d'assemblage opérationnelle en juillet 2013, ont parlé d'emplois instables, dans des conditions médiocres, et de la forte pression qu'ils subissaient pour produire de plus en plus de vêtements pour un salaire quotidien, coincé à 200.00 gourdes pour la majorité d'entre eux.

Les ouvriers ont fait part d'histoires similaires de harcèlement verbal de la part de leurs superviseurs. Une ouvrière, dans un cas documenté par Gender Action, a été maltraitée physiquement.

Les bailleurs de fonds avaient prêté que les emplois, offerts au Pic, accorderaient aux femmes une certaine autonomie.

Ce qui n'est pas le cas, selon les témoignages des ouvrières du Pic.

Et pour ceux qui ont le plus perdu – les 366 foyers qui ont perdu leur accès au terrain du Pic, qu'ils cultivaient, et qui n'ont pas encore été indemnisés pour ces terres – la vie est sensiblement moins sûre.

Ce qui ne surprend pas, dans la première année d'activité du Pic, est que les habitants de la zone ont manifesté, début juin (2013) pour réclamer davantage de bénéfices du projet, en bloquant l'accès au Pic.

La réponse du gouvernement haïtien était de réunir les résidents locaux, les églises et d'autres groupes pour une discussion qui s'est tenue le 4 juillet (2013).

Le message est clair : les résidents locaux, les employés et même les représentants de l'industrie de l'assemblage s'attendaient à de meilleurs résultats pour ce projet si coûteux.

La question, que nous devrions tous poser, au gouvernement haïtien et aux agences de bailleurs de fonds, est pourquoi l'industrie de l'assemblage - orientée vers l'exportation - jouit d'un statut si privilégié dans le cadre de la 'stratégie de développement' que soutiennent les bailleurs, malgré ses retombées économiques et sociales peu encourageantes ces 30 dernières années.

Il existait d'autres options pour cet argent : 424 millions de dollars auraient pu payer trois fois l'écart, qui existe entre l'engagement financier des donateurs, à la suite du séisme, et les besoins actuels d'Haïti dans le secteur de l'éducation, selon les statistiques de l'Organisation des Nations Unies / Onu (<http://lessonsfromhaiti.org/assista...>).

Cette somme représente 1,7 fois l'engagement pris envers le secteur agricole en Haïti depuis le séisme.

Étant donné le montant d'argent versé pour le soutien du Pic, la rationalisation - selon laquelle ses retombées seraient mieux que rien - n'est pas satisfaisante.

[1] US \$ 1.00 = 44.00 gourdes ; 1 euro = 62.00 gourdes aujourd'hui.